

Prof. Freitag hat gegenüber der Presse persönlich erklärt, dass er nicht in der Lehre tätig sein werde. Sein Aufgabengebiet bleibe auch nach seiner Wahl zum Professor unverändert dasjenige des Betriebsdirektors der ETH Zürich. Ich glaube, das sollte nun doch genügen, um dem Bundesrat aufzuzeigen, dass er hier einem Antrag des Schulrates, der in keiner Weise begründet war, aufgesessen ist und dass er auf seinen Fehlentscheid zurückkommen sollte.

Bundesrat Stich: Der Bundesrat ist selbstverständlich angewiesen auf die Unterlagen und die Auskünfte des Schulrates; etwas anderes stand uns nicht zur Verfügung.

Stappung: Ich bin von den erhaltenen Antworten nicht befriedigt.

85.478

Postulat Eisenring

Bankgeheimnis. Empfehlungen der OECD Secret bancaire. Recommandation de l'OCDE

Wortlaut des Postulates vom 18. Juni 1985

Der Bundesrat wird eingeladen, die von Bundesrat Stich dargelegte voraussichtliche Stellungnahme der Schweiz zu Bericht und Empfehlungen des OECD-Ausschusses bzw. des OECD-Rates zum Bankgeheimnis in dem Sinne zu überprüfen, dass er statt der Stimmenthaltung ein klares und unserem Land würdiges Nein deponiert.

Texte du postulat du 18 juin 1985

Le Conseil fédéral est prié de recon siderer la position présentée par le conseiller fédéral Stich et que la Suisse entend adopter lors du vote portant sur le rapport et les recommandations sur le secret bancaire proposés par le comité et le Conseil de l'OCDE: plutôt que de s'abstenir, il conviendrait de rejeter par un non clair et net, digne de notre pays, les propositions de l'OCDE.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Auer, Bonny, Bremi, Feigenwinter, Fischer-Sursee, Graf, Hess, Hofmann, Landoit, Mühlemann, Oehler, Ogi, Schüle, Weber Leo (14)

Präsident: Herr Eisenring teilt mit, dass er sein Postulat zurückgezogen hat.

Damit haben wir alle persönlichen Vorstösse behandelt. Wir kommen zum nächsten Geschäft.

83.070

Fuss- und Wanderwege. Bundesgesetz

Chemins pour piétons et chemins de randonnée. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 26. September 1983 (BBI IV, 1)
Message et projet de loi du 26 septembre 1983 (FF IV, 1)

Beschluss des Ständerates vom 14. März 1984
Décision du Conseil des Etats du 14 mars 1984

*Antrag der Kommission
Eintreten*

*Proposition de la commission
Entrer en matière*

Präsident: Hier beantragt Ihnen die Fraktionspräsidentenkonferenz die Eintretensdebatte auf die Kommissionssprecher zu beschränken.

M. Ruffy, rapporteur: Afin de respecter le nouvel article 3^{quinquies} de la loi sur les rapports entre les conseils, je me dois de vous informer que je fais partie du groupe de travail chargé de suivre les collaborateurs de l'Institut de géographie de l'Université de Berne mandatés par le Département fédéral de l'intérieur pour dresser l'*«Inventaire des voies de communication historiques en Suisse»*.

L'initiative populaire pour le développement des chemins et des sentiers fut déposée le 21 février 1974, il y a donc plus de onze ans. Son histoire compte de nombreuses péripéties et le cheminement qui va de son dépôt à la discussion d'aujourd'hui fut long et un peu chaotique. Le traitement de cet objet intervient alors même que les déterminations de votre commission ont été prises au mois de septembre de l'année dernière; c'est un élément de plus qui vient s'ajouter au tracé plutôt sinueux de cette loi et qui n'est pas forcément à mettre à l'actif du parlement de milice. C'est pourtant un peu notre loi. Sans vouloir faire ici un historique détaillé, il convient de rappeler que notre Chambre a refusé en 1977 de suivre le Conseil fédéral et le Conseil des Etats qui voulaient recommander le rejet du nouvel article constitutionnel tel qu'il était présenté par les initiateurs, et ceci sans contre-projet. Sans rien enlever au mérite des initiateurs, c'est un peu grâce à la volonté de notre conseil que ce contre-projet est devenu, le 18 février 1979, le nouvel article constitutionnel 37^{quater}. L'approbation fut massive puisque c'est par 1 467 357 voix favorables contre 424 058 non et par 19 cantons et 6 demi-cantons contre 1 que l'article 37^{quater} a été accepté en votation populaire; le canton rejetant étant le canton du Valais.

Lors de l'examen du projet de loi présenté par le Conseil fédéral, le Conseil des Etats, se sentant dégagé de toute responsabilité vis-à-vis de la matière même et estimant qu'il n'était pas de son devoir de développer une législation au niveau fédéral, résonna surtout en fonction de la répartition des tâches entre Confédération et cantons, parla de frein aux dépenses et se détermina en fonction du blocage de l'effectif du personnel et de l'orthodoxie fédéraliste. Lors de son passage devant la Chambre haute, la version de la loi proposée par le Conseil fédéral fut amoindrie à un point tel qu'un journal put titrer: «Une loi pour rire».

A l'inverse, votre commission se sentant fortement impliquée, engagée par le verdict populaire, responsable vis-à-vis du tiers de la population qui se déplace essentiellement à pied, sensible à la disparition annuelle de mille kilomètres du réseau des chemins pédestres en Suisse, s'est appliquée à vérifier quelle version permettrait de remplir au mieux le mandat constitutionnel, se refusant catégoriquement à légitimer pour la forme. Vous ne serez dès lors pas surpris de constater que votre commission vous propose sur certains points de ne pas suivre le Conseil des Etats, convaincue qu'elle est que la sauvegarde et l'aménagement des chemins pour piétons et de randonnées pédestres relèvent davantage de la prévision sage et clairvoyante que de la nostalgie ou du passésime. Le projet de loi qui nous est soumis est l'exemple type d'une loi-cadre selon laquelle la Confédération a la haute surveillance et les cantons gardent une très large marge de manœuvre pour agir selon leurs propres idées, leur propre conception.

Après la procédure de consultation, il apparaît comme évident que la Confédération a fait la moitié du chemin. Selon la loi, les cantons auront à élaborer les plans des réseaux des chemins pour piétons et de randonnée pédestre. Ceux-ci feront foi pour le maintien de ces chemins en cas de conflit. Les chemins portés sur les plans devront être entretenus et au cas où leur disparition ne pourrait être empêchée, ils devront être remplacés. Ces tâches incombent aux cantons qui pourront, comme la Confédération d'ailleurs, recourir aux organisations spécialisées dans la défense des piétons, nous pensons aux Associations pour le tourisme

pédestre et à l'Association en faveur des bases légales pour les sentiers et chemins pédestres.

La loi met l'accent sur la sauvegarde des réseaux de chemins pédestres existants. La création de nouveaux réseaux, bien que souhaitable, reste facultative. Les effets juridiques des plans seront précisés par les cantons auxquels il appartiendra encore d'achever la coordination et leur réseau respectif. Les cantons désignent leurs services techniques s'occupant de chemins pour piétons et de randonnée pédestre. On le voit, la loi offre ainsi le maximum de souplesse et les cantons auront trois ans pour établir leurs plans après l'entrée en vigueur de la loi. En raison des menaces qui planent sur les chemins pédestres, les dispositions transitoires prévoient que les gouvernements cantonaux désignent le plus rapidement possible après l'entrée en vigueur de la loi fédérale des réseaux pour lesquels la loi doit être appliquée jusqu'à l'entrée en vigueur des plans au sens de l'article 4, 1^{er} alinéa. La Confédération, elle, s'efforcera dans l'accomplissement de ses tâches de ménager les réseaux de chemins pour piétons et de randonnée pédestre figurant sur les plans. Elle subventionnera le remplacement des chemins dont la disparition aura été occasionnée par la création d'un de ces ouvrages. Elle pourra apporter un soutien sous forme de conseils techniques et de la documentation aux cantons qui feront appel à elle. Elle aidera les organisations spécialisées pour un montant annuel de 200 000 à 250 000 francs.

Pour toutes ces tâches, la Confédération ne prévoit pas plus de trois personnes supplémentaires dans son administration. On le voit, sous la forme adoptée par votre commission, cette loi est incontestablement le résultat d'un compromis et nous dirons d'un bon compromis. Plus détaillée et plus riche en compétences fédérales, elle serait en contradiction avec une saine répartition des tâches et les recommandations que nous faisons constamment en matière d'économie. Plus sommaire, elle ne serait qu'une caricature de loi. Aussi, sans y aller par quatre chemins, je vous invite à entrer en matière en suivant votre commission qui l'a fait à l'unanimité.

Widmer, Berichterstatter: Vor elf Jahren wurde die Volksinitiative auf Abänderung der Bundesverfassung eingereicht mit der Absicht, die Fuss- und Wanderwege in der Verfassung zu verankern. Diese Initiative hat damals weit über 100 000 Unterschriften auf sich vereinigen können, obwohl hinter der Initiative nur ein halbes Dutzend Idealisten standen, die praktisch über keine finanziellen Mittel verfügten. Sie bildet ein gutes Beispiel aus der schweizerischen Politik, wie mit ausserordentlich kleinem Aufwand eine grosse Wirkung erreicht werden kann.

Entsprechend der damaligen politischen Situation blieb diese Initiative praktisch unbeachtet, und der Bundesrat hat damals entsprechend der Praxis unserer Landesbehörden aufgrund dieses Eindrückes den Beschluss gefasst, diese Initiative als bedeutungslos abzulehnen und ihr nicht einmal einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Das ist der Ausgangspunkt des ganzen Themas. Der Nationalrat hingegen beurteilte die Situation etwas anders und entschied sich nach intensiven Debatten dazu, der Initiative einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Er hat nach Auffassung der Initianten die wesentlichen Gedanken der Initiative übernommen. Das hatte dann zur Folge, dass die Initianten ihre Initiative zurückzogen. Der Gegenvorschlag kam zur allgemeinen Volksabstimmung. Auch diese endete mit einer ausgesprochenen Überraschung, denn wieder – wie schon beim Ausgangspunkt der Initiative – stand eigentlich niemand mit grossen Finanzen und grossen Organisationen hinter diesem neuen Verfassungsartikel, und trotzdem wurde er mit einem überwältigenden Mehr, mit 1,5 Millionen Ja, also mit über 77,6 Prozent, gutgeheissen. Das, ohne dass irgendeine grosse politische Kraft dahinter gestanden wäre! Das bedeutet, dass der Nationalrat das Volksempfinden richtig beurteilt hatte, als er sich für die Rettung der Fuss- und Wanderwege in unserem Lande einsetzte. Das zuständige Departement des Innern entwarf ein Gesetz, das in die

üblichen Vernehmlassungen ging. Man darf festhalten, dass dieses Gesetz, über das Sie heute zu beschliessen haben, im Grunde genommen das Gesetz des Nationalrates ist, für dessen Zustandekommen er sich eingesetzt hat. Diesem Gesetz kommt auch eine gewisse Dringlichkeit zu, weil jährlich Hunderte von Kilometern bestehender Wanderwege verloren gehen, indem sie in dem Verkehr offen stehende Strassen umgewandelt werden. Dafür wird der unschöne Ausdruck «Verstrassung» verwendet.

Wie ist das Gesetz zu bewerten? Mir scheint, dass es in der heutigen Form einen vernünftigen Mittelweg eingeschlagen hat. Es hält sich fern vom Perfektionismus, der viele unserer Gesetze auszeichnet; es nähert sich bis zu einem gewissen Grad jenem Ideal an, das uns allen in der Theorie vor schwiebt, nämlich den einfachen Formulierungen aus der Zeit von Eugen Huber.

Es ist ein kurzes Gesetz; es hat nur 16 Artikel. Mir scheint, dass es in dieser Hinsicht geradezu als vorbildlich gelten darf.

Es versucht auch, einen wichtigen Konflikt zu lösen, den ich nicht übersehen möchte, den Konflikt, der heute zwischen den Wanderern, den Fussgängern auf der einen Seite und der Landwirtschaft auf der anderen Seite besteht. Auch die Befürworter eines solchen Gesetzes müssen zugeben, dass die Wanderer, die mit dem Auto an ihren Ausgangspunkt fahren, die picknicken usw., für die Landwirtschaft nicht immer nur eitel Freude bringen. Ich möchte sehr deutlich sagen: Auch bei den Wanderern muss ein Lernprozess erfolgen, dessen wir uns annehmen müssen. Aus dieser Problematik heraus finden Sie in Artikel 5, dann neu in Artikel 8, dass auf die Land- und Forstwirtschaft Rücksicht genommen werden muss. Man versucht, die Interessen der nicht unbedingt begeisterten Kreise in unserem Land auch ins Gesetz einzubeziehen.

Der Ständerat hat das Gesetz vor uns behandelt. Er hat daran leichte Abschwächungen vorgenommen. Die nationalrätliche Kommission empfiehlt Ihnen hier eine gewisse Rückkehr zum ursprünglichen Antrag des Bundesrates, aber so oder so handelt es sich nicht um wesentliche Differenzen.

Damit komme ich zum Schluss. Ein zentraler Gedanke der Initiative wie auch jetzt wieder des Gesetzes ist: Die Sorge des Bundes für die Fuss- und Wanderwege soll den Bund kein Geld kosten. Grundsätzlich sollen keine Mehraufwendungen entstehen, und dort, wo sie unvermeidlich sind, sollen sie sich in einem äusserst bescheidenen Rahmen halten. Es soll kein neues grosses Amt aufgebaut werden. Wenn ich um Zustimmung für dieses Gesetz und um Eintreten bitte, dann aus der Überzeugung heraus, dass Sie im Sinne einer grossen Volksmehrheit handeln. Die Wanderfreunde brauchen unsere Unterstützung. Die Wanderer sind das schwächste Glied innerhalb der bestehenden Verkehrsordnung in unserem Land. Es stehen keine materiellen Interessen hinter diesen Anliegen; aber die Wanderer können für sich in Anspruch nehmen, dass sie ihre Freizeit auf vernünftige Art verwenden, vernünftig vor allem deshalb, weil sie damit zu ihrer persönlichen Gesundheit – zur Volks gesundheit ganz allgemein – beitragen. Das Gesetz sollte eine Sicherung der Wanderwege bringen und damit – das ist für mich der Hauptpunkt – würde unser Parlament eine Vorleistung für die kommenden Generationen erbringen. Ich bitte Sie um Eintreten.

Bundesrat Egli: Es scheint, dass ich mich in diesem Rate nicht der Skepsis gegen diese Vorlage erwehren muss, wie sie im Ständerat teilweise in einigen Voten noch durchschimmerte. Wo sie vielleicht doch noch bestände, müsste ich an die Vorgeschichte dieses Gesetzes erinnern, wie es die beiden Vorredner getan haben: Dem Bunderat wurde der Verfassungsartikel über die Fuss- und Wanderwege aufgezwungen und damit auch eine Gesetzesvorlage als Ausführungsbestimmung zu dieser Verfassungsbestimmung.

Welche Aufgabe hatte sich nun der Gesetzesredaktor zu stellen? Einerseits musste er sich an den Wortlaut der Bun-

desverfassung halten, andererseits mussten aber auch die Wünsche der Vernehmlassung berücksichtigt werden. Eine zentralistische Lösung wurde durchwegs abgelehnt. Damit bot sich eigentlich nur noch die Lösung einer Rahmengesetzgebung an, auch Grundsatzgesetzgebung genannt. Artikel 37quater, der einschlägige Verfassungsartikel, spricht denn auch davon, dass der Bund Grundsätze aufzustellen habe, d. h., dass der Bund weder abschliessend noch ausschliesslich gesetzgeberisch tätig werde. Er kann sich auf Anweisungen an die Kantone beschränken. Er darf sich aber auch direkt an das Rechtssubjekt wenden, auf welches das Gesetz zur Anwendung kommen kann. Wir überlassen also den Kantonen breiten Raum für eigene politische Lösungen, und wir halten dafür, dass uns das gelungen ist. Ich danke den beiden Vorredern, dass sie uns diese Anerkennung attestieren.

Die Verpflichtungen, welche die Kantone durch dieses Gesetz einzugehen haben, sind recht minim, wenn man das Gesetz betrachtet, und teilweise sind sie nicht einmal rechtlich durchsetzbar. Eine erste Verpflichtung der Kantone besteht darin, dass sie die Fuss- und Wanderwege anzulegen und zu unterhalten haben.

Wenn wir es näher betrachten, handelt es sich hier um eine politische Verpflichtung, welche der Bund nicht einmal rechtlich durchsetzen könnte, wenn ein Kanton ihr nicht nachkäme. Hingegen könnte offenbar der Ersatz für einen aufgehobenen Fuss- und Wanderweg rechtlich durchgesetzt werden. Ich verweise auf Artikel 7 des Entwurfes. Aber auch hier wären kantonale Einführungsbestimmungen noch notwendig, um diese Ersatzpflicht durchzusetzen. Schliesslich sei auch noch auf die Pflicht der Kantone verwiesen, die Fuss- und Wanderwege in Plänen oder in Verzeichnissen, wie es nun ergänzt worden ist, festzuhalten. Aber damit sind die kantonalen Verpflichtungen, die dieses Gesetz auferlegt, erschöpft. Demgegenüber übernimmt der Bund die Verpflichtung, die von den Kantonen bestimmten Fuss- und Wanderwege bei der Erfüllung seiner eigenen Aufgaben zu respektieren und dafür allenfalls Ersatz zu leisten dort, wo solche Wege aufgehoben werden.

Daraus ersehen Sie, dass erstens einmal eine ganz klare Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen vorgenommen wird, und zweitens, dass den Kantonen eine sehr grosse Freiheit für die Gestaltung einer bestimmten politischen Aufgabe gelassen worden ist.

Die finanziellen Verpflichtungen des Bundes sind schon im Vorfeld dieser Gesetzesvorlage von meinem Vorgänger als «klein» vorausgesagt worden. Wir haben uns daran gehalten. Der Bund wird also keine Kosten für die Anlage von Fuss- und Wanderwegen übernehmen. Es geht lediglich darum, die einschlägigen Organisationen mit Mitteln zu unterstützen, die das Mass von etwa 200 000 bis 250 000 Franken nicht übersteigen werden.

Zusammenfassend darf ich feststellen: Wir legen Ihnen ein föderalistisch gehaltenes Gesetz zur Annahme vor. Dementsprechend wird natürlich in hohem Mass der Erfolg von der Tätigkeit der Kantone und von der Praxis der Kantone abhängen. Wir vertrauen mit dieser zurückhaltenden Gesetzgebung auf die gestalterische Fähigkeit, aber auch auf den gestalterischen Willen der Kantone.

Auch ich bitte Sie, auf unsere Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.15 Uhr

La séance est levée à 12 h 15

Fuss- und Wanderwege. Bundesgesetz

Chemins pour piétons et chemins de randonnée. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.070
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.09.1985 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1372-1374
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 691